COMMUNE DE PUY SAINT ANDRE
DEPARTEMENT DES HAUTES ALPES
ARRONDISSEMENT DE BRIANCON

PROCES VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 23 MAI 2012

Nombre

De conseiller en exercice : 9

de présents : 7

de votants : 8

Suite à une convocation en date du 16 mai 2012 les membres composant le Conseil Municipal de la Commune de PUY SAINT ANDRE se sont réunis en mairie le 23 mai 2012, sous la Présidence de Pierre LEROY, Maire

Etaient présents : Alain PROUVE, Gérard SILVESTRE, Estelle ARNAUD
Luc CHARDRONNET, Jean GABORIAU, Jean Luc PEYRON.

Absents représentés : Corinne GAILLARD donne pouvoir à Jean GABORIAU.

Absents non représentés : Philip CHAPE

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L. 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Président ayant ouvert la séance, il a été procédé, en conformité avec l'article L2125-15 du Code général des Collectivités Territoriales, à l'élection, d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil Municipal.

Luc CHARDRONNET est désigné comme secrétaire de séance.

Le Conseil approuve et signe le compte rendu du précédent Conseil Municipal réuni en séance publique.

Lecture est donnée de l'ordre du jour :

ORDRE DU JOUR

DEMANDES DE SUBVENTIONS 2012
sollicitées auprès de la commune

EAU POTABLE
rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable
année 2011

ASSAINISSEMENT
Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'Assainissement 2010
Eléments Clés

Convention commune / Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement (CPIE)
Travaux 2012

CREATION D'UN LOGEMENT COMMUNAL
Mission de contrôle du bâtiment – choix du bureau d'étude

CONVENTION COMMUNE / EDSB - ENERGIE DEVELOPPEMENT SERVICE BRIANCONNAIS
Rupture convention d'entretien de l'éclairage public communal

ACCORD CADRE POUR GARANTIR LA GOUVERNANCE DU TERRITOIRE DE
BIOSPHERE MONT VISO
Entre Le Syndicat mixte du PNR du Queyras et la Commune

Objet : DEMANDES DE SUBVENTIONS SOLLICITEES AUPRES DE LA COMMUNE

Année 2012

Comme les années précédentes, la collectivité a reçu de nombreuses demandes de subvention pour l'année 2012.

Le Conseil Municipal réuni en séance de travail a examiné chaque demande. Il est proposé au conseil municipal de donner son accord pour les attributions de subventions suivantes :

Ronde des puits.....	200 €
Ecole du Pinet.....	300 €
Ecole de Saint Blaise.....	500 €
Lycée d'Altitude de Briançon.....	50 €
CSHB - Club des Sports d'hiver de Briançon.....	700 €
Altitude Jazz Festival.....	400 €
Judo Club Briançonnais.....	400 €
Les Amis des combes pour le budget de fonctionnement.....	200 €
Secours catholique.....	50 €
AREN 05- Association des Résidents de l'Etoile des Neiges.....	100 €
ADSCB - Association pour le Développement Sociaux Culturel du Briançonnais	80 €
Solidarité Handicapés.....	100 €
OBSC - Olympique Briançonnais Serre Chevalier.....	300 €
Secours en avalanche.....	51 €
Ski Club Montgenèvre	400 €
ADMR –Aide à Domicile en Milieu Rural	150 €
UTL - Université du Temps Libre.....	100 €
total	4 081 €

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

Décide	d'attribuer les subventions énoncées ci-dessus
Autorise	le Maire à régler les dépenses.

Objet : EAU POTABLE

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable - Année 2011

Conformément au décret du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement, toute collectivité doit établir un rapport annuel sur son service de l'eau ou de l'assainissement, quelque soit le mode de gestion et quelque soit la taille de ce service.

Ce rapport est élaboré à destination des usagers (consultation possible en Mairie) pour plus de transparence sur le service qui leur est rendu, il est présenté dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné soit au plus tard au 30 juin.

Le rapport est présenté pour l'exercice 2011 (pièce en annexe à la présente).

Lecture est donnée de ce document.

Le conseil Municipal

Prend connaissance du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable exercice 2011.

Objet : ASSAINISSEMENT

Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'Assainissement 2010 Éléments Clés

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement est prévu par le Code Général des Collectivités Territoriales et a pour objectif principal, de donner toute transparence au fonctionnement du service aux usagers.

Assainissement collectif :

Le nombre d'unités logement (UL) facturées en 2010 sur le territoire communautaire s'élève à 27 536 dont **274** sur Puy Saint André.

2 157 708 m³ ont été facturés sur le territoire communautaire, dont **27 400** sur Puy Saint André. La Commune ne possédant pas de compteur, un forfait de 100 m³ par unité logement a été appliqué.

La facture assainissement se décompose en trois parties :

- La part délégataire (abonnement + consommation forfaitaire) : 178,82 € TTC
- La part CCB : 16,53 €
- La part « Organismes publics » (Agence de l'Eau) : 9,61 € TTC

Soit un total de **204,96 € TTC par an et par unité de logement.**

Conformément à la réglementation, la comparaison entre les factures doit se faire avec une part variable de 120 m³.

Aussi, le prix de l'assainissement 2010 sur la Commune de Puy Saint André est de **1,91 € TTC / m³** (2,08 € TTC/m³ sur Briançon, 2,31 € TTC/m³ sur Val des Prés).

Assainissement non collectif :

La Communauté de Communes a mandaté un bureau d'étude, COMES, avec son sous-traitant (AQU'TER) pour réaliser le diagnostic des installations d'assainissement non collectif.

Sont contrôlés tous bâtis non raccordés à un système d'assainissement collectif, conformément au Code de la Santé Publique.

Depuis 2008, 118 installations sur le territoire communautaire ont été vérifiées et 81,4 % ont été jugées conformes.

Aucune installation sur Puy Saint André n'a fait l'objet d'un contrôle en 2010.

Le conseil Municipal

Prend connaissance de ce document

Il est précisé que le rapport complet est consultable sur le site de la Communauté de Communes du Briançonnais.

Objet : CONVENTION COMMUNE / CENTRE PERMANENT D'INITIATIVE POUR L'ENVIRONNEMENT (CPIE) Travaux 2012

Depuis plusieurs années, la collectivité signe avec le CPIE – 35, rue Pasteur – BRIANCON une convention de travaux ponctuels visant à préserver l'environnement territorial.

Il s'agit pour l'année 2012 du fauchage, de l'élagage, de l'évacuation ou broyage des branches, du terrassement reprise d'assise les sentiers suivants :

- chemin du Goutaud : 800 m entre Pierre-Feu et le hameau du Goutaud ;
- chemin du Facteur : 1^{ère} partie : 800 m ;
- chemin du Serre : 800 m et le début du chemin du ravin des Merles jusqu'au virage sécurisé traité en 2011 ;
- chemin du Facteur : 2^{ème} partie : 1500 m environ ;
- chemin de la Combette : 550 m entre le Villaret et Puy Chalvin : Fauchage, élagage, terrassement ;
- chemin du Clos du Bert ;
- chemin du canal de la Cime ;

L'ensemble de la mission s'élève à **2 930 €**.

Il est proposé également l'entretien :

- chemin du lieu-dit du Goutaud jusqu'à la limite avec Briançon : Fauchage, élagage, tronçonnage pour un montant de **445 €**.

Soit un montant de travaux de 3 375 € (trois mille trois cent soixante quinze euros).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **autorise** le Maire à signer la convention relative à ces travaux
- **autorise** le Maire à régler la dépense.

**Objet : CREATION D'UN LOGEMENT COMMUNAL
mission de contrôle du bâtiment – choix du bureau d'étude**

Le Conseil Municipal souhaite transformer les locaux de l'ancienne Mairie en logement communal destiné à la location.

Avant le commencement des travaux, il est nécessaire de faire réaliser par un bureau d'études :

- un contrôle technique,
- une mission Sécurité et Protection de la Santé,
- un contrôle amiante et plomb
- des missions de Vérification Technique.

Une consultation a été lancée auprès de plusieurs bureaux d'études pour ces missions techniques du bâtiment.

La proposition retenue est celle du Bureau Véritas. En effet, leur offre est la plus avantageuse et la mieux disante. Ces derniers proposent une offre à 3 775 €HT

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

Autorise la réalisation de ce programme ;

Autorise le maire signer toutes les pièces relatives à ce dossier ;

Autorise le maire à régler la dépense ;

Dit que les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au budget primitif de 2012

Objet : CONVENTION COMMUNE / EDSB - ENERGIE DEVELOPPEMENT SERVICE BRIANCONNAIS
Rupture convention d'entretien de l'éclairage public communal

Par délibération en date du 1 juin 1995, la commune avait signé avec l' EDSB une convention d'entretien de l'éclairage public communal.

Le coût annuel de cet entretien représente, chaque année, une part importante dans le budget de fonctionnement de la commune, aussi, il est proposé aux membres du Conseil Municipal la rupture de cette convention et la reprise en régie de l'entretien de l'éclairage public.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

Décide de la rupture de la convention du 1 juin 1995 entre la commune et l'EDSB.

Demande la reprise en régie de l'entretien de l'éclairage public.

Objet : ACCORD CADRE POUR GARANTIR LA GOUVERNANCE DU TERRITOIRE DE
BIOSPHERE MONT VISO
Entre Le Syndicat mixte du PNR du Queyras et la Commune

Vu :

- Le cadre statutaire du Réseau Mondial de Réserves de Biosphère géré par l'Unesco ;
- Les stratégies européennes de Lisbonne et de Göteborg en faveur du développement durable ;
- Le décret n°2010-587 du 2 juin 2010 portant classement du Parc naturel régional du Queyras jusqu'au 18 avril 2012;
- La délibération du Comité syndical du Parc naturel régional du 2 février 2012 portant sur le projet de candidature pour la reconnaissance du Territoire de Biosphère Mont Viso au label MAB de l'Unesco ;

Considérant :

- Les bénéfices à tirer d'une reconnaissance internationale telle que celle octroyée par le label Unesco « *Man and Biosphere* »
- Les critères nécessaires requis pour cette reconnaissance :
 - Avoir la taille appropriée pour permettre la conservation de la biodiversité
 - Encourager le développement économique et social durable
 - Fournir des moyens pour des projets d'éducation environnementale, de recherche, de formation et de surveillance continue
- La proposition du Parc naturel régional du Queyras de présenter la candidature d'un territoire, qui inclut notre commune dans le continuum écologique situé à la frontière italienne entre les deux parcs nationaux des Ecrins et du Mercantour ;
- Que ce territoire semble présenter les caractéristiques requises pour devenir une Réserve de Biosphère ;
- La nécessité d'une mobilisation des acteurs et des habitants du territoire pour donner tout son sens à cette candidature ;
- La réalité et l'importance de la coopération transfrontalière dans la vie du territoire ;
- La perspective que le territoire classé « *Man and Biosphere* » en France puisse devenir un Territoire transfrontalier de Biosphère

Le conseil municipal décide :

- de soutenir la candidature à la reconnaissance internationale Unesco au programme *Man and Biosphere* du « Territoire de Biosphère Mont Viso », lequel inclut notre commune ;
- d'approuver la proposition du Syndicat mixte du parc naturel régional du Queyras pour que la

commune de Puy Saint André soit commune de la zone de coopération du projet du « Territoire de biosphère Mont Viso » ;

- d'assumer une fois la reconnaissance Unesco acquise son statut de commune située de zone de coopération
- d'approuver les termes de l'accord cadre pour garantir la gouvernance du « Territoire de Biosphère Mont Viso », dont un exemplaire est joint à la présente délibération ;
- d'autoriser le Maire à signer le dit accord cadre ;
- d'élaborer avec le parc un plan d'actions sur les sujets d'intérêt commun et les modalités pratiques d'échanges et de collaboration dans le cadre du projet de Territoire de biosphère applicable en cas de sa reconnaissance par l'Unesco ;
- d'autoriser le Maire à mener toutes les démarches utiles pour permettre la bonne prise en compte des intérêts de la commune et la conduite à bonne fin du projet « Territoire de Biosphère Mont Viso ».

pour : 5 voix

abstention : 2 voix